



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article885>

LA BOMBE ECOSSAISE

- Accueil - Actualités - Articles d'actualité -

Date de mise en ligne : mercredi 17 septembre 2014

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Le 18 septembre 2014, les Ecossais sont appelés à répondre à la question : « Should Scotland be an independent country ? » - « L'Écosse devrait-elle être un pays indépendant ? ». Ce référendum résulte du succès du Parti National Ecossais aux élections de mai 2011, puis de l'Accord d'Edimbourg signé le 15 octobre 2012 par David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, et Alex Salmond, Premier ministre d'Ecosse.

Le soir du 18 septembre - ou le lendemain selon le décalage horaire et si le décompte des voix se prolonge à l'issue d'un scrutin qui s'annonce serré- la France, l'Europe, le monde apprendront peut-être qu'un Royaume -disons même un Empire- vieux de plus de trois cents ans est rayé de la carte.

On découvrira alors que le Royaume-Uni, qui unit, entre autres nations, l'Angleterre et l'Ecosse depuis 1707, s'est autodétruit en une seule journée de consultation démocratique - même si, en pareil cas, la proclamation officielle d'une Ecosse indépendante n'est prévue que pour mars 2016...

Le « Royaume_Uni » perdra moins de 10 % de sa population, mais se verra amputé du tiers de sa superficie - et de 90 % de ses réserves pétrolières offshore.

L'événement fera l'effet d'une bombe. Particulièrement en France, où les « faiseurs d'opinion » ont pris grand soin, depuis quarante mois, de maintenir les Français dans l'ignorance presque complète de la menace qui pesait sur l'existence même de leur plus cordial adversaire et allié : le Royaume-Uni, la Grande-Bretagne - bref, « les Anglais ».

Pourtant, que les Ecossais puissent « bouter l'Anglais » hors d'Ecosse, voilà qui ne devrait pas déplaire aux Français. Mais justement. Qu'un vieux peuple civilisé veuille prendre en mains son destin et puisse, *par un simple référendum*, conquérir son indépendance, voilà qui pourrait inspirer les Français... Ils ont beau avoir bouté l'Anglais puis l'Allemand hors de France, il y a belle lurette qu'ils ont abdiqué leur destin aux mains d'un monarque nucléaire qui exerce sur eux, en permanence, avec la muette complicité de ses courtisans, une dictature d'autant plus efficace qu'elle s'avance masquée. On ne va pas tout de même pas leur donner l'idée de s'en affranchir, eux aussi, *par un simple référendum !*

A plus forte raison s'il s'avère que l'indépendantisme écossais, qui existait déjà au milieu du XIXe siècle, doit sa récente progression et son possible succès demain à la révolte morale contre les armes nucléaires. Car c'est un fait : si l'événement a lieu, comme les derniers sondages le font craindre outre-Manche aux adversaires du Yes, il ne fera pas seulement l'effet d'une bombe de ce côté-ci de la Manche, il sera l'effet d'une bombe de l'autre côté du « Chanel » : la « bombe écossaise ». Une bombe métaphorique et tout à fait pacifique, certes, mais qui résulte elle-même de bombes bien réelles : celles imposées à l'Ecosse depuis un demi-siècle, avec les sous-marins et les missiles *Trident* qui vont avec et les emportent, par le Royaume-Uni, la Grande-Bretagne - bref, « les Anglais ». L'indépendance, c'est finalement le seul moyen qui ait été laissé aux Ecossais pour s'en débarrasser.

Qu'advient-il alors des armes nucléaires du Royaume-Uni, si celui-ci ne trouve pas où les redéployer (comme c'est probable, de l'aveu même de dirigeants civils et militaires de Londres et de l'avis d'un éminent éditeur) ? La Grande-Bretagne devra-t-elle s'en séparer et cesser d'être une puissance nucléaire ? Entraînera-t-elle la France dans sa chute ? Le [traité TEUTATES](#) qui lie leurs armes nucléaires et leur garantit de survivre au moins jusqu'en 2050 ne risque-t-il pas de devenir caduc ?

Horrible dictu : serait-ce le commencement de la fin de l'ordre nucléaire ?

Mais comment donc a-t-on pu en arriver là ?

Sans remonter aux origines millénaires de l'Ecosse, l'action opiniâtre et habile du Parti National Ecossois (PNE ou SNP en anglais), qui plonge ses racines jusque dans les années 1920, y est assurément pour quelque chose. Mais elle ne suffit pas à tout expliquer, loin de là.

En 1997, les travaillistes alors au pouvoir accordent la « devolution » (dont il était déjà question en 1945), c'est-à-dire le transfert à l'Ecosse, au Pays de Galle et à l'Irlande du Nord d'une partie des compétences de Westminster (principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du tourisme et de l'environnement). Un Parlement et un gouvernement écossais sont alors créés à Edimbourg et entrent en fonction en 1999. 129 députés sont élus pour quatre ans. Les deux premières législatures forment des gouvernements de coalition dont le SNP ne fait pas partie. Leur échappent, entre autres, le système fiscal et monétaire, la sécurité sociale, l'énergie, et surtout *la défense et la politique étrangère*. Une restriction que nombre d'Ecossais n'apprécient pas quand elle les oblige à subir une politique de défense nucléaire dont ils ne veulent pas.

En mars 2007, le Premier ministre travailliste Tony Blair fait le forcing et parvient à faire adopter au Parlement de Westminster, malgré de larges mobilisations en Grande-Bretagne et malgré la révolte d'une partie des députés de son propre parti, la décision de principe de renouveler les sous-marins et les missiles *Trident*.

En mai 2007, appelés à élire leurs députés pour la 3e législature, les Ecossais, déçus par la politique des travaillistes, accordent au SNP une majorité relative au Parlement d'Edimbourg (lui attribuant 49 sièges sur 129). Le leader du SNP, Alex Salmond, devient Premier ministre d'Ecosse. C'est de longue date un adversaire résolu des armes nucléaires.

En juin 2007, Gordon Brown succède à Tony Blair. Il est Ecossais et sensible à la question du désarmement nucléaire. Dans l'immédiat, il ne remet pas en cause la politique de son prédécesseur. Mais le 21 janvier 2008, à l'occasion d'un voyage en Inde, il prononce devant la Chambre de commerce de Delhi un discours mémorable qui fait de lui le premier chef de gouvernement occidental à proposer que son pays prenne la tête d'un processus de désarmement nucléaire intégral et mette son savoir-faire nucléaire au service de sa vérification. Hélas, ce discours, d'ailleurs passé inaperçu dans nos pays, restera sans suite visible, et la [lettre ouverte](#) que je lui envoie le 1er février 2008 au nom d'ACDN, sans réponse.

Le 22 octobre 2007 (un lundi), la vice-Première ministre d'Ecosse Nicola Sturgeon ouvre à Glasgow un colloque « de haut niveau » ou « sommet » sur le programme Trident. Il sera clos par le ministre écossais des questions parlementaires, Bruce Crawford, qui déclare au *Sunday Herald* : "Il y a peu de questions plus importantes dans le monde que celle de la prolifération des armes nucléaires". Il ajoute : "En tant que pays, nous avons parfaitement le droit d'élever la voix pour exprimer notre opposition aux armes nucléaires sur le sol écossais". Le député Vert écossais Patrick Harvie, qui doit lui aussi intervenir lors du Colloque, déclare pour sa part : "Nous avons l'obligation de faire ce que nous pouvons pour empêcher le gouvernement de Westminster de placer de force une nouvelle génération d'armes nucléaires en Ecosse."

Une semaine plus tôt, Alex Salmond a écrit aux ambassadeurs de 122 Etats signataires du Traité de Non Prolifération opposés aux armes nucléaires. Il leur explique que l'Ecosse ne veut plus d'armes nucléaires, ni chez elle, ni ailleurs.

Cette lettre datée du 15 octobre 2007 (publiée à l'époque par le *Sunday Herald* et aussitôt reprise sur le site d'ACDN

: First Minister Alex Salmond wants Scotland, UK and the World rid of nuclear weapons) mérite d'être citée *in extenso* (voir ci-dessous) : elle livre la clef de l'évolution ultérieure qui aboutira, sept ans plus tard, au référendum d'indépendance.

Après les élections de mai 2010 au Parlement de Westminster, le Labour doit céder le pouvoir aux conservateurs. Le nouveau Premier ministre de Grande-Bretagne, David Cameron, ne se laisse pas fléchir sur le programme *Trident*.

Aux élections suivantes, en mai 2011, les électeurs accordent au SNP la majorité absolue des 129 sièges au Parlement écossais. Le SNP a inscrit cette fois dans son programme un référendum sur l'indépendance, pour la seconde moitié de la législature. Comme les sondages donnent le Oui autour de 30 %, donc largement perdant, Londres autorise le référendum et David Cameron pousse même les indépendantistes écossais à organiser leur référendum au plus vite, histoire de régler leur sort une bonne fois. Ceux-ci ne tombent pas dans le piège ; ils s'en tiennent au calendrier qu'ils ont prévu. Et voilà, ironie de l'histoire, que le 11 septembre 2014, c'est « les larmes aux yeux » que David Cameron vient à Edimbourg pour tenter de sauver le Royaume-Uni de la désintégration que le référendum dont il a lui-même défini et imposé la question menace de provoquer.

Le 18 septembre 2014, les Ecossais, ou plus exactement les résidents en Ecosse - quelle que soit leur nationalité ou leur origine ethnico-culturelle, et même s'ils ne sont pas sujets de Sa Majesté, mais par exemple, des étudiants du continent européen poursuivant leurs études à Edimbourg ou Glasgow- vont trancher...

Certes, si c'est en faveur du Oui, il y aura ensuite bien des négociations à conduire entre Londres et Edimbourg, Edimbourg et Bruxelles, Edimbourg et les autres capitales de l'Union Européenne, Edimbourg et Washington... Les indépendantistes l'ont prévu, se donnant 18 mois pour proclamer officiellement l'indépendance de l'Ecosse. Ils sont déterminés à agir avec intelligence et pragmatisme.

Certes, les jeux ne sont pas faits. Les partisans du Oui, que les sondages donnaient très minoritaires en 2011 et 2012, sont passés de très peu, pour la première fois, devant ceux du Non dans un sondage datant du 5 septembre. Il se peut qu'un impondérable vienne enrayer la tendance qui leur est favorable. Par exemple, que l'horrible assassinat de l'otage britannique par l'égorgeur masqué (lui-même soupçonné, d'après son accent, d'être d'origine britannique...) agissant et parlant au nom du pseudo « Etat islamique en Irak et Syrie » vienne redonner l'avantage aux adeptes de l'Union Jack en ressoudant les rangs des fidèles de Sa Majesté (laquelle s'est gardée de prendre parti entre unionistes et séparatistes, préservant ainsi l'avenir de la Couronne, puisque le SNP a déclaré qu'il s'en accommoderait).

Mais si le YES doit l'emporter et faire sortir l'Ecosse du Royaume-Uni, parmi tous les arguments échangés en sa faveur ou en sa défaveur, il faudra en compter un qui aura pesé d'un poids décisif : le refus des armes nucléaires.

Les nucléophiles de tous pays peuvent trembler sur leur base.

D'autant que, comme l'écrivent Bill Kidd et Erika Simpson :

"Face à une telle opposition de l'Ecosse - même dans l'éventualité d'un vote majoritaire en faveur du Non - il sera difficile pour le gouvernement du Royaume-Uni de poursuivre le renouvellement absurde et coûteux du système Trident, dans un contexte de négociations internationales visant à bannir les armes nucléaires. Le vote de l'Ecosse ce jeudi peut bien s'orienter dans un sens ou un autre, il est d'ores et déjà assuré d'inciter Mère Angleterre à dépasser sa conception de la sécurité héritée de la Guerre Froide, en minant les arguments traditionnels en faveur de la conservation de ces armes de destruction massive."

Qu'on se le dise : la démocratie a encore des ressources pour venir à bout de la bêtise militariste et nucléaire. A condition que les peuples le veuillent et exigent de donner leur avis.

Saintes, le 16 septembre 2014

Jean-Marie Matagne

Lire aussi :

[Le « petit » problème nucléaire de la Grande-Bretagne](#)

Par Bill Kidd et Erika Simpson

[D'une Ecosse indépendante vers un monde sans armes nucléaires ?](#)

[Va-t-on laisser le Trident rouiller en paix ?](#)

Par Iain Macwhirter

[Londres est prêt à oeuvrer à un désarmement nucléaire total](#)

[Ecosse, Royaume Uni - FASLANE : C'EST PARTI POUR UNE ANNEE DE BLOCUS !](#)

[Lettre ouverte au Premier ministre britannique, Gordon Brown](#)

par Jean-Marie Matagne, président d'ACDN

[Question au maire de Paris, Bertrand Delanoë : que doit faire la France ?](#)

Post-scriptum :

Lettre d'Alex Salmond à 122 Etats parties au TNP, 15 octobre 2007

« Je vous écris en tant que représentant d'un Etat partie au Traité de Non-Prolifération pour vous informer des vues du gouvernement écossais et de sa détermination à jouer un rôle aussi constructif que possible dans la poursuite des obligations de notre pays en matière de désarmement nucléaire sous le régime du TNP. Nous avons également l'intention d'explorer la possibilité d'obtenir pour l'Ecosse un statut d'observateur lors des futures réunions du TNP, de façon à ce que nous puissions représenter plus directement et plus efficacement les aspirations et les intérêts du peuple écossais. Au cas où nous solliciterions ce statut, je serais heureux de pouvoir compter sur le soutien de votre gouvernement.

« Comme vous le savez peut-être, le Royaume-Uni déploie actuellement 4 sous-marins lanceurs d'engins Trident à partir de la base navale de Faslane en Ecosse. Le Royaume-Uni entrepose aussi jusqu'à 200 têtes nucléaires à Coulport, à quelques milles de là sur la côte. En mars dernier le gouvernement du Royaume-Uni a fait passer au Parlement de Westminster une décision préliminaire de renouvellement du système Trident, signalant à cette occasion son intention de continuer à construire et éploier des armes nucléaires au-delà de 2050. La majorité des Ecossais et de leurs représentants élus sont opposés à ces déploiements.

« En mai, pour la première fois depuis le début de l'ère nucléaire en 1945, le peuple de l'Ecosse a élu un gouvernement opposé aux armes nucléaires. Le 14 juin, le Parlement écossais a discuté la résolution suivante relative à la politique du Royaume-Uni en matière d'armes nucléaires :

"Le Parlement félicite la majorité des députés écossais d'avoir voté le 14 mars contre le déploiement du Trident, reconnaît que les décisions en

LA BOMBE ECOSSAISE

matière de défense relèvent de la responsabilité du gouvernement et du Parlement britanniques et appelle le gouvernement du Royaume-Uni à ne pas lancer en ce moment le projet contenu dans le Livre Blanc intitulé L'avenir de la dissuasion du Royaume-Uni."

« Le Parlement écossais a exprimé une opposition claire et massive au plan du gouvernement britannique de remplacement du système Trident (par 71 votes contre 16, avec 39 abstentions) et un large soutien à la vision du gouvernement écossais en faveur d'une Ecosse sans armes nucléaires.

« Au cours du débat, le gouvernement écossais a signalé son intention de réfléchir aux vues de la majorité des Ecossais et d'examiner soigneusement sous quels aspects les plans du gouvernement britannique pour remplacer du Trident relèvent des responsabilités dévolues à l'Ecosse. Nous avons clairement dit que nous ferions tout ce que nous pouvons, au vu de ces responsabilités, pour persuader le gouvernement de changer de position tant en ce qui concerne le programme de remplacement que sur le principe général de maintien et de déploiement des armes nucléaires.

« Reconnaissant qu'il existe toute une gamme de conceptions sur l'avenir constitutionnel de l'Ecosse, nous nous sommes engagés dans un débat national avec le public écossais sur les diverses options relatives au changement constitutionnel qui nous permettrait de nous gouverner nous-mêmes. Comme élément de ce débat sur l'avenir constitutionnel de l'Ecosse, nous allons tenir un colloque de haut niveau avec les intervenants-clés de la vie écossaise dans sa diversité pour discuter de ce qu'implique le renouvellement des Tridents et de ce à quoi pourrait ressembler une Ecosse sans armes nucléaires.

« J'aimerais vous assurer du profond engagement de l'Ecosse en faveur de la paix et de la sécurité internationales, et de notre désir de contribuer activement à défendre la cause du désarmement et de la non-prolifération nucléaires qu'exigent le TNP et les autres accords et traités internationaux afférents. N'hésitez pas à me contacter si vous ou votre gouvernement souhaitez discuter davantage de ces questions. »

Traduction : Jean-Marie Matagne.

Copyright ACDN.